



Compte-rendu CSAL du 30 mai 2023

Lors de ce CSAL réuni en deuxième convocation, seule la délégation FO a siégé. Pour notre section syndicale, cette participation était nécessaire pour rappeler son opposition farouche au Nouveau Réseau de Proximité et insister auprès de la Direction sur les effets délétères de ce projet.

L'ordre du jour de la réunion était le suivant :

1. Approbation des PV de CTL et CSAL des

- 13 octobre 2022
- 16 janvier 2023

2. Vote du CSAL :

- 2.1 Opération NRP à venir : création du SGC d'Avignon au 01/09/2023

3. Questions diverses

La déclaration liminaire de FO :

FO DGFIP 84 dénonce la procédure de désignation des représentants des personnels organisée par la DGFIP au Conseil Médical. Notre section tient en particulier à condamner le déni de représentativité des organisations syndicales prévu par notre Centrale.

Approbation des PV de CTL et CSAL des 13 octobre 2022 et 16 janvier 2023

La délégation a approuvé ces deux PV.

Opération NRP à venir : création du SGC d'Avignon

En introduction, la Direction a présenté sa méthode de mise en place du SGC d'Avignon. Elle repose sur des rencontres individuelles avec les agents et les comptables des trésoreries concernés par la création de cette structure.

La délégation FO a commencé son intervention en rappelant les raisons de son opposition à la création des SGC. Ils constituent des usines à gaz. Dans le cadre du NRP, ils sont destinés à liquider le réseau des trésoreries de proximité.

De plus, le NRP constitue un effet d'aubaine pour accélérer les suppressions de postes dans les postes comptables. La délégation a rappelé qu'à Vaison la Romaine un poste de catégorie B avait été supprimé cette année et un de catégorie C en septembre 2021, année de la création de ce service. A Monteux, avant même la création du SGC en septembre 2022, un emploi de catégorie C a été supprimé ! La Direction reconnaît qu'elle ne peut plus s'engager à maintenir les effectifs jusqu'à la création d'un poste fusionné ! Fabuleux, non ?

Elle explique que le NRP représente une occasion de recalibrer les charges. Les gains de productivité justifieraient les suppressions d'emplois.

Pour la Direction, la mise en place du SGC est également l'occasion d'industrialiser les tâches qu'ils exécutent. Elle a même expliqué que cela aurait du sens !

FO a insisté sur les conséquences de telles politiques sur les conditions de travail des agents qui sont désabusés et ont le sentiment que leurs missions n'ont plus de sens. Cette remarque vaut pour l'ensemble de nos services.

La spécialisation des tâches réalisée dans le cadre des SGC ne constitue pas une solution pour redonner confiance à nos collègues. Bien au contraire, elle démotive !

De surcroît, les dossiers complexes et/ou sensibles devraient être attribués à un agent en particulier. FO a rappelé que, depuis la mise en place de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics, le 1^{er} janvier 2023, tout agent qui commettrait une faute grave causant un préjudice financier significatif pourrait se voir infliger une amende qui représente jusqu'à six mois de son salaire.

La Direction a répondu qu'un suivi par écrit serait réalisé par le chef de service pour rassurer les agents. Voilà une procédure qui va accélérer et fluidifier le traitement des dossiers sensibles !!!

Par ailleurs, la Direction a indiqué qu'un effort serait réalisé pour améliorer le contrôle des régies .

FO a également signalé que les ordonnateurs avaient des spécificités. Chaque trésorerie avait également ses méthodes de travail liées à son environnement spécifique pour mieux servir ses usagers. Dans le cadre de l'industrialisation des tâches liée à la mise en place des SGC, ils ne pourront plus bénéficier d'interlocuteurs spécifiques dans cette nouvelle structure. Pour notre Direction, les CDL et la montée en puissance des SGC permettraient de gommer cette difficulté !

En ce qui concerne les effectifs, FO a rappelé que la trésorerie de Villeneuve les Avignon comptait six emplois. Quatre seulement sont transférés dans notre département. La Direction explique toutefois que les deux autres emplois concernaient le recouvrement de l'impôt sur le revenu et non les secteur public local.

Pour FO, compte tenu de l'ensemble des missions dévolues au SGC, les effectifs seront certainement insuffisants pour remplir ces objectifs très ambitieux...

S'agissant de l'environnement de travail des agents, la délégation a insisté sur deux points.

Le premier est le temps de trajet supplémentaire pour les agents qui subissent les restructurations et seront contraints de venir travailler au SGC d'Avignon. S'agissant des collègues gardois, la délégation a indiqué que le trafic était dense sur les ponts qui traversent le Rhône. Pour ce qui concerne nos collègues de Cavaillon, les horaires de train sont les suivantes, le matin : 6 heures 57, 7 heures 30, 7 heures 56 8 heures 26. L'après-midi : 1^{er} train à 16 heures 59, puis 17 heures 28 et 18

heures. La durée du trajet est d'environ 35 minutes. Autant dire qu'il ne sera plus possible de rentrer tôt chez soi !

Pour ceux qui décideraient de venir en voiture, il faut ajouter au temps de trajet supplémentaire la difficulté de trouver une place de parking à la cité compte tenu des travaux.

Le deuxième concerne la taille des bureaux du SGC. La Direction le reconnaît elle-même, les agents du SGC auront des bureaux plus petits à la Cité administrative par rapport à ceux qu'ils avaient dans leurs différentes trésoreries.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la délégation FO a voté contre la création du SGC d'Avignon.

Questions diverses :

Climatisation dans le département :

Hormis à Cavaillon, il n'y a pas de difficultés relevées pour la mise en route des climatisations dans le département. La Direction s'est engagée à nous communiquer dans les meilleurs délais la date à partir de laquelle elle pourra être allumée.

Pour ce qui concerne Cavaillon, compte tenu des difficultés liées aux travaux et aux intempéries, la climatisation sera mise en route début juillet au plus tôt. FO.

L'administration tient à la disposition des ventilateurs mais nous lui avons rétorqué qu'ils ne suffiront plus en cas de fortes chaleurs.

La section FO se tient à la disposition des collègues de Cavaillon pour organiser dans l'unité toute action ou toute revendication qu'ils jugeraient nécessaire si, compte tenu de la chaleur, leurs conditions de travail devenaient insupportables sans climatisation.

SDIF Vaucluse :

Lors des CSAL des deux et 14 février dernier, FO DGFIP 84 a relayé les difficultés des collègues du SDIF Vaucluse notamment liées au mauvais fonctionnement de nouvelles applications informatiques ou encore au transfert de la TAM. Le deux février, le Directeur nous avait précisé qu'il rencontrerait le chef de service pour évoquer la situation du SDIF.

Nous lui avons demandé si cette rencontre avait bien eu lieu. Il nous a répondu par l'affirmative et que le service n'éprouvait plus les mêmes difficultés qu'auparavant, notamment du fait des renforts octroyés. La délégation FO est à l'écoute des collègues du SDIF Vaucluse, qu'ils n'hésitent pas à nous contacter pour confirmer ou infirmer ces déclarations.

Travaux immobiliers à Apt :

Le bail pour les nouveaux locaux qui appartiennent au Conseil Départemental est signé. Les agents du SIP et du SIE devraient y aménager fin 2023. La délégation a relayé la demande des collègues des deux services qui souhaitent rester dans ces locaux une fois les travaux terminés.

Campagne IR à Carpentras :

FO a expliqué que les agents chargés de l'accueil au SIP Carpentras ont éprouvé des difficultés pour renseigner les usagers pendant la campagne. Les questions liées à l'application GMBI sont chronophages.

La Direction a expliqué que le flux d'usagers qui se sont déplacés dans nos services n'avait pas augmenté cette année.

FO a souligné qu'il y avait tout de même, à titre d'exemple 140 usagers à l'accueil de Carpentras le 10 mai. La situation était certainement la même pour l'ensemble des SIP pendant la campagne.

De plus, les questions posées par e-contact pendant la campagne étaient nombreuses. Il y avait notamment à Carpentras un stock de 250 e-contacts le 10 mai.

Pour FO, les difficultés des agents des SIP pendant la période de campagne sont liées à la réduction permanente des emplois dans ces services, la durée des plages d'accueil physique des usagers et à un flux de contribuables qui reste élevé.